ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juillet 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 1603)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 284

présenté par
M. Blanchet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 30, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur l'opportunité de permettre le cumul d'un mandat parlementaire avec un mandat exécutif local dans les communes de moins de 10 000 habitants.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'interdiction stricte du cumul entre mandat parlementaire et mandat exécutif local, introduite par la loi organique du 14 février 2014, visait à moraliser la vie publique et à renouveler la classe politique.

Dix ans après, le bilan est plus contrasté, en particulier dans les territoires périphériques, ruraux ou ultramarins.

Cette interdiction uniforme produit un effet d'éviction : des élus de terrain, fortement ancrés dans la vie communale, renoncent à exercer un mandat parlementaire. Inversement, des parlementaires coupés du terrain peinent à conserver une compréhension fine des réalités locales.

Ce fossé nuit à la représentation nationale, à l'efficacité législative et surtout à l'attractivité du mandat d'élu.

Dans la très grande majorité des communes, l'exercice du mandat local n'est ni un tremplin ni un cumul de pouvoir, mais un service de proximité, souvent bénévole, au dépend de la carrière professionnelle.

En outre, la crise des vocations impose d'adapter nos règles pour rendre les fonctions d'élu plus attractives et compatibles avec la vie professionnelle ou nationale.

C'est pourquoi ces amendements visent à introduire, à droit constant une dérogation encadrée au cumul.